LE 10ème HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 novembre 2020

Les sombres dossiers des commissaires européens

Par Bill Wirtz

Crédits photos : Martinbertrand.fr / Shutterstock

Les Dessous de l'Union Européenne

Vauban éditions

Introduction

Qui sont ces membres de la Commission européenne, travaillant dans le bâtiment mystérieux à Berlaymont, Bruxelles ?

Vous ne les connaissez sans doute pas et pourtant ils sont au sommet de l'institution européenne.

La Commission est certes un monstre bureaucratique mais c'est surtout la seule institution qui peut initier de la législation dans l'Union européenne. Ironiquement, elle crée des lois sans être composée de personnes élues. Bien souvent, les membres de la Commission européenne sont même arrivés à ce poste car ils avaient perdu une élection dans leur propre pays.

Ce n'est un secret pour personne que certains ont été placés dans ce conseil comme on place des anciens politiciens gênants. La commission européenne est donc vue comme un placard doré par les grands partis politiques européens. L'ancien eurodéputé britannique Nigel Farage ironisait en disant qu'il n'irait même pas acheter une voiture d'occasion auprès d'une telle Commission.

Dans ce numéro, je vous fais le portfolio de quelques-uns de ces commissaires. J'ai la chance ici de pouvoir faire un article sans utiliser de langue de bois et, comme nos anciens monarques, je leur donnerai des titres appropriés, face à leurs conflits d'intérêt, leur clientélisme ou leur abus de pouvoir.

Table des matières

Introduction 2
Ursula La Marionnette 3
Josep Le Corrompu 4
Nicolas Le Colérique 5
Didier Le Rigolo 6
Mentions honorables 7
Conclusion 8

Ursula La Marionnette

Ursula von der Leyen était la candidate parfaite pour le poste de présidente de la Commission européenne. Sans opinion concrète, elle est parfaitement flexible et ajustable aux préférences du moment des eurocrates de Berlaymont (le bâtiment de la Commission européenne gérant plus de 30.000 bureaucrates).

De plus, comme Jean-Claude Juncker, elle arrive à Bruxelles avec un bagage exemplaire de négligences coupables commises dans son pays d'origine. Monsieur Juncker était arrivé au pouvoir en étant accusé d'avoir manqué à son devoir d'informer le parlement luxembourgeois d'écoutes illégales de ses services de renseignements. Madame von der Leyen arrive en étant accusée de népotisme.

En effet, en octobre 2018, alors qu'elle était encore ministre de la Défense de son pays, son ministère a commis des erreurs importantes dans l'attribution de contrats à des consultants informatiques externes, atteignant une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros.

Comme ministre de la Défense en Allemagne, elle était responsable d'un budget de 40 milliards d'euros. Comme présidente de la Commission européenne, elle sera responsable d'un budget de 250 milliards d'euros par an. Sera-t-elle critiquée sur sa maîtrise du budget par les grands médias autant que lorsqu'elle était supposément une ministre rigide de droite ?

Comme disent les Anglais "Don't hold your breath !" (Ne comptez pas sur cela).

Josep Le Corrompu

L'ancien ministre des affaires étrangères espagnol Josep Borrell est connu comme étant le diplomate le moins diplomatique d'Europe, mais on lui a quand même fait confiance et donné le titre de Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères.

En 2019, l'ambassadeur russe en Espagne est retourné à Moscou après la déclaration publique par M.Borell comme quoi la Russie est "notre vieil ennemi". La même année, il avait décrit la politique étrangère des Etats-Unis au Venezuela comme une politique de "cowboys", ce qui n'avait pas manqué de fâcher les Américains. Pire encore, en se référant à l'indépendance des Etats-Unis, Borell déclarait "qu'il avait juste fallu tuer quatre indiens". Cet homme né en 1947 semble baser son langage diplomatique sur des blagues des années 70.

Dans les années 90, Borrell avait dû démissionner de son poste de candidat suite à la révélation que deux de ses anciens subordonnés au Trésor avaient accepté des millions d'euros de pots-de-vin de la part d'entreprises cherchant à obtenir des inspections fiscales favorables. Il n'avait pas été personnellement impliqué et avait déclaré qu'il ne voulait pas nuire au parti.

Après avoir été Président du Parlement européen dans les années 2000, Borrell a rejoint le conseil d'administration de l'entreprise espagnole Abengoa, un poste pour lequel il était payé 300.000 € an. Il a été contraint de démissionner de son poste de président de l'Institut universitaire européen (IUE) en raison de son conflit d'intérêts découvert par l'université elle-même. En effet, les biocarburants dont l'IUE faisait la promotion… étaient vendus par Abengoa. Surprise, Surprise ...

Au sein du Parlement européen, les partis majoritaires ne se prononcent pas sur ces affaires. “Mieux vaut se taire et peut-être devenir son assistant” m’expliqua un secrétaire de bureau d’un parti d’opposition dans les couloirs à Bruxelles en début de législature.

Nicolas Le Colérique

Ancien ministre du travail luxembourgeois, Nicolas Schmit est un prototype de bureaucrate. Il n’a jamais travaillé dans le secteur privé, mais il sait très bien organiser nos vies et notre économie.

Entre 1979 et 2004, Schmit était bureaucrate au Luxembourg. En 2004, il fait son entrée au gouvernement luxembourgeois où il siégea jusqu’en 2019 date de son entrée à la Commission européenne. Son parcours est assez typique : il est passé de haut fonctionnaire, au ministère, à eurocrate à Bruxelles.

C’est un fervent ami des syndicats, il a veillé à garder un code de travail rigide au Luxembourg, ce qui a permis au Grand-Duché d’avoir un chômage des jeunes record, d’ailleurs bien plus élevé que la moyenne européenne.

Face à cet excellent constat, Nicolas Schmit est donc tout naturellement Commissaire pour le Travail dans l’Union européenne.

Comme toute loi, le Code de travail s'applique évidemment à tout le monde... mais Nicolas Schmit pense que certaines lois ne s'appliquent pas à lui et ses proches. En 2009, il se rendit au commissariat de police car son fils avait été arrêté pour avoir insulté des policiers. Dans le rapport de police qui a circulé dans la presse luxembourgeoise, les agents affirment que Schmit a usé de son pouvoir politique et avait déclaré qu'il ferait tout pour veiller à ce que la police ne reçoivent plus de renfort.

Schmit semble avoir un faible pour les abus de pouvoir. Lors de la même année, il avait envoyé une lettre (écrite à la main) à la Direction générale de la police luxembourgeoise, pour se plaindre de la façon dont sa femme avait été traitée par des policiers après avoir grillé un "STOP".

Didier Le Rigolo

L'ancien ministre des affaires étrangères belge Didier Reynders est le **Commissaire pour la Justice**. Sujet à maintes controverses, le gouvernement belge sous Charles Michel (qui depuis est devenu Président du Conseil européen) était bien content de se débarrasser de Reynders, qui a créé un scandale notamment en 2017 pour son soutien à l'accès de l'Arabie-Saoudite à la Commission des Droits des femmes des Nations Unies.

Il convient de se rappeler qu'en 2017, les femmes d'Arabie-Saoudite n'avaient pas le droit de conduire une voiture, n'avaient pas le droit de savoir si leur mari divorçait ou simplement de sortir de chez elles sans se couvrir complètement (avec un niqab).

On ne peut pas taxer ce politicien d'être politiquement correct, comme vous pouvez d'ailleurs le voir sur cette photo lors des festivités traditionnelles à Bruxelles. Il s'avère que le maquillage noir a souvent été utilisé pour stigmatiser les groupe ethniques minoritaires, ce qui est relativement problématique pour un ancien pouvoir colonial comme la Belgique.

L'année dernière, Didier Reynders a été accusé de corruption par un ancien officier de renseignement belge. Selon les accusations portées contre Reynders, l'argent a été reçu ou blanchi via l'achat d'antiquités et de biens immobiliers, certaines transactions ont été faites à travers des paradis fiscaux. Au début de l'affaire, la police judiciaire belge avait confirmé que l'enquête criminelle sur Reynders était en cours et que l'histoire du journal De Tijd (qui avait annoncé le scandale) était correcte.

15 jours plus tard, le porte-parole du service du procureur avait déclaré que "les accusations ont été rejetées parce qu'il n'y avait pas d'infraction pénale", sans donner d'explications.

Mentions honorables

La liste est longue, mais faisons quand même un petit tour de certains commissaires qui mériteraient aussi leur propre chapitre.

Janusz Le Gaspilleur : Janusz Wojciechowski est le Commissaire pour l'agriculture, chargé du plus grand budget de l'Union européenne, soit 30 à 40% du budget total. Il est actuellement sous enquête par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) pour son mandat comme membre du Parlement européen entre 2004 et 2014, où on lui reproche une mauvaise allocation de fonds publics. Wojciechowski a expliqué qu'il avait remboursé 11 250 euros de frais de voyage "insuffisamment documentés" pour la période 2009 à 2011 "de sa propre initiative". Toutefois, selon les médias, l'enquête de l'OLAF porte sur des transactions supplémentaires et les informations du Parlement européen suggèrent que les sommes en cause sont bien plus élevées. Pour en savoir plus sur la politique agricole corrompue de l'Union européenne, vous pouvez consulter ma lettre de décembre 2019.

Ylva La Communiste : La suédoise Ylva Johansson a été élue pour le parti communiste en 1988, le même parti qui avait supporté le pacte de non-aggression de 1939 entre l'Allemagne nazi et l'Union soviétique, et qui, lors de l'invasion de la Norvège par les Allemands en 1940 était restée neutre. Johannsson est responsable du pacte migration, qui demande plus de centralisation à Bruxelles sur la question migratoire. Pour plus d'informations sur ce pacte, vous pouvez consulter ma lettre du mois d'octobre.

Les Commissaires proposés **Sylvie Goulard (France)** et **Rovana Plumb (Roumanie)** n'ont pas encore été confirmés par le Parlement européen en début de législature, en raison de conflits d'intérêts. La nominée d'Emmanuel Macron est accusée de conflits d'intérêts pour son travail pour l'Institut Berggruen, qui lui payait 10.000€ par mois, alors qu'elle était élue au Parlement européen.

Conclusion

Certes, nous ne pouvons pas espérer une Commission européenne absolument irréprochable. Nous avons tous nos points faibles et actuellement il semble difficile d'imaginer des politiciens sans squelette dans le placard.

Cependant, une Commission européenne qui nous fait régulièrement des leçons sur la transparence, l'Etat de droit, la rigidité budgétaire et les procédures démocratiques devrait se doter d'un personnel à la mesure de ces valeurs. Ceci est d'autant plus important que la Commission européenne n'est pas élue, même si elle crée 100% des textes législatifs de l'UE.

Dans la vie civile, un groupe mené par des cholériques, des corrompus et des personnes sous enquête, est une organisation à éviter. A Bruxelles, on appelle cela "le futur de l'Europe". A la bonne heure.

1. L'information publiée dans cette publication. Cette publication fournit des informations et du matériel de nature générale. Vous n'êtes pas autorisés ni ne devez compter sur ce guide comme une source de conseils juridiques, de conseils d'entreprise, ou de conseils de toute autre nature. Vous agissez à vos propres risques en vous appuyant sur le contenu de ce guide. En aucun cas les propriétaires ou auteurs de ce guide ne peuvent être tenus responsables des actions, décisions ou tout autre comportement auxquels vous vous prêtez ou non se fondant sur le contenu de ce guide.

2. Risques reliés à l'utilisation de cette publication. Les auteurs ou propriétaires de cette publication ne seront pas tenus responsable pour toute pertes, dommages ou réclamations résultants d'événements relevant des catégories suivantes :
(1) Les erreurs commises par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les mots de passe oubliés, les paiements envoyés aux mauvaises adresses Bitcoin ou autres cryptomonnaies et les suppressions accidentelles de portefeuilles.
(2) Les problèmes de logiciel de site Web et/ou de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les fichiers portefeuille corrompus, les transactions incorrectement construites, les logiciels malveillants et/ou tout logiciel ou service en lien avec ce guide.
(3) Les défaillances techniques dans le matériel de l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., la perte de données attribuable à un périphérique de stockage défectueux ou endommagé.
(4) Les problèmes de sécurité rencontrés par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les accès non autorisés aux portefeuilles et/ou aux comptes des utilisateurs.
(5) Les actions ou inactions de tiers et/ou les événements rencontrés par des tiers, e.g., les faillites des fournisseurs de services, les attaques de sécurité à l'information ciblant les fournisseurs de services et les fraudes menées par des tiers.

3. Risques d'investissement. L'investissement dans les actions, Bitcoins et autre cryptomonnaies peut mener à des pertes financières sur de courtes ou même de longues périodes. Les investisseurs doivent aussi anticiper de larges fluctuations dans les prix. L'information publiée dans ce guide ne peut garantir que les investisseurs ne subiront pas de pertes financières.

4. Aucune garantie. Ce guide est fourni « tel quel » sans aucune garantie d'aucune sorte concernant le guide et/ou tout contenu, données, matériel et/ou services mentionnés dans cette publication.

Vauban Éditions SA – Adresse : Avenue morges 88, case postale 1474 – 1001 Lausanne